

Raymond Ledrut, sociologue bâtisseur, ou les frontières de la sociologie en question

Patricia Vannier
CR11 Histoire de la sociologie
AISLF – Rabat 2012

1. Introduction

L'histoire de la sociologie toulousaine a une histoire ancienne : elle est présente dès la fin des années 50 en grande partie grâce à un sociologue, Raymond Ledrut.

Dans cette communication, il s'agira de comprendre 2 processus : l'autonomisation de la sociologie et l'internationalisation – 2 processus qui accompagnent son développement institutionnel – à travers des modalités historiques, disciplinaires et institutionnelles, mais aussi locales ou régionales à partir de l'exemple de Toulouse.

En effet, le processus d'autonomisation de la sociologie a connu des nuances locales liées à l'histoire propre d'une université et pour laquelle nous verrons l'importance du rôle joué par le « patron » – en l'occurrence ici R. Ledrut pour l'Université de Toulouse.

On abordera d'abord les liens disciplinaires de la sociologie toulousaine à savoir des liens d'affiliation avec la philosophie et des liens d'association avec la géographie.

Puis nous verrons le parcours de R. Ledrut, son rôle dans la sociologie toulousaine, pour interroger la notion de « Patron » dans nos disciplines.

Enfin, nous terminerons avec le second processus évoqué, l'internationalisation de la sociologie, dont le rôle moteur de R. Ledrut est indéniable en ce qui concerne la sociologie toulousaine.

Mais avant de commencer, faisons une rapide présentation de R. Ledrut. Né en 1919 et décédé en 1987, il est agrégé de philosophie, c'est un sociologue urbain. En 1957, il fonde le CRS, 1^{er} labo de recherche à Toulouse. En 1959, il fonde le dépt de sociologie à Tlse avec l'ouverture de la licence de sociologie nouvellement créée. En 1978, il est élu président de l'AISLF.

2. Les liens disciplinaires de la sociologie toulousaine

Deux disciplines sont liées à la sociologie toulousaine : la philosophie, comme dans tous les départements de sociologie, et la géographie, une spécificité plus toulousaine.

Avec la philosophie, il s'agit dans un premier temps, à Toulouse comme partout ailleurs en France, de liens d'affiliation.

En effet, à Toulouse, la sociologie est enseignée dès les années 1950 dans le cadre d'un cours de philosophie en propédeutique et dans le cadre du certificat « morale et sociologie » qui compose la licence de philosophie.

Ceux qui enseignent la sociologie sont agrégés de philosophie – Paul de Gaudemar (1919-1995) et Raymond Ledrut¹ (1919-1987) : deux hommes, de même génération et de même formation, mais qui ne s'entendaient pas.

Mais le processus d'autonomisation de la sociologie qui s'opère au niveau national la conduit à rompre à la fin des années 50 le lien avec la philosophie. Cette rupture se concrétise avec la création de la licence de sociologie en 1957-1958.

A Toulouse, la licence de sociologie ouvre en 1959, sans doute une des premières de province, avec quatre ou cinq inscrits².

¹ Chargé de conférences à la Faculté, R. Ledrut enseignait également en classe préparatoire dans le fameux lycée toulousain Pierre de Fermat.

Cette licence de sociologie est identique à celle de la Sorbonne ouverte en 1958 et est constituée de quatre certificats : « sociologie générale », assuré par Paul de Gaudemar ; « psychologie sociale », assuré par Philippe Malrieu ; « économie politique », assuré par M. Vincent et, en optionnel, soit « ethnologie », assuré par M. Mougier, soit « géographie humaine », assuré par Bernard Kayser.

Ainsi, dans la licence de sociologie, il n'y a pas de philosophie ; le lien avec cette discipline est bien rompu institutionnellement.³

La sociologie construit son autonomie universitaire en s'associant plutôt avec d'autres sciences sociales : la géographie, l'économie, la psychologie sociale...

Ce processus d'autonomisation de la sociologie qui implique la rupture avec la philosophie est national. Par contre, les liens avec les autres disciplines constituent des spécificités plus locales.

Ainsi à Toulouse, la sociologie va développer des liens privilégiés avec la géographie et cela pour plusieurs raisons.

Il y a d'abord des raisons humaines, personnelles entre deux universitaires : R. Ledrut et le géographe Bernard Kayser (1926-2001) vont en effet se lier d'amitié.

Il y a ensuite des raisons scientifiques, un intérêt de recherche mutuel lié aux objets d'étude des deux disciplines.

Il y a enfin une vision et une orientation communes concernant les sciences humaines sociales, nouvelles disciplines universitaires, et en particulier concernant la sociologie et la géographie devenant des disciplines applicables.

L'association disciplinaire avec la géographie va ainsi se manifester sur le plan de l'enseignement, de la gestion administrative et de la recherche et accompagner le développement des deux disciplines.

Sur le volet de l'enseignement, les deux disciplines et les deux universitaires interviennent réciproquement dans leurs formations respectives.

Sur le plan institutionnel, les deux patrons se retrouvent du fait de leurs fonctions lors des recrutements d'enseignants, lors des soutenances de thèse...

Sur le plan de la recherche, les appels d'offre et les contrats de recherche impliquant les 2 disciplines se développent à partir des années 60 au point qu'ils décident de créer ensemble en 1966 le Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines (CIEU).

La géographie est bien ainsi devenue une discipline partenaire, associée à la sociologie, alliée et solidaire, dans le développement universitaire des années 60 et 70, et tout particulièrement dans le domaine des recherches.

Mais nous allons d'abord donner quelques éléments sur la mise en place de la recherche sociologique à Toulouse par R. Ledrut.

3. Raymond Ledrut et la recherche urbaine

Raymond Ledrut est en effet le fondateur de la recherche en sociologie à Toulouse et l'initiateur d'une spécialité « la sociologie urbaine ».

En 1956, il est détaché au CNRS et fonde l'année suivante, en 1957, la première équipe de recherche sociologique de province associée au CNRS, le CRS (Centre de Recherches Sociologiques), qu'il dirigera jusqu'en 1982 – soit pendant 25 ans.

D'abord équipe associée au Centre d'Études Sociologiques (CES) de Paris, le Centre de Recherches Sociologiques⁴ (CRS) devient laboratoire associé au CNRS en 1975.

² Parmi lesquels : Robert Bages, Claude Rivals, Robert Cabane ; le premier devint chercheur au CNRS, le second professeur au département de sociologie.

³ Des années plus tard, la philosophie réapparaîtra dans la licence de sociologie au titre de l'option ou de l'ouverture disciplinaire.

Chargé de recherches en 1963, R. Ledrut passe maître de recherches en 1965. L'année suivante, il soutient son doctorat d'État sous la direction de Georges Gurvitch – sa thèse principale portant sur la sociologie du chômage, phénomène hautement anticipé à cette date, publiée aux PUF en 1966.

Mais sa thèse secondaire, publiée aux PUF en 1967, porte sur la sociologie urbaine et l'aménagement urbain. C'est ce domaine de recherches qu'il va développer à Toulouse à la fin des années 60 et surtout dans les années 70, grâce à la demande sociale qui suscite de nombreuses études de terrain sur diverses agglomérations pour interroger les changements liés à l'urbanisation rapide que connaît la France durant cette période.

Dans de nombreux départements de sociologie, le domaine de recherche à l'honneur dans les années 60 reste la sociologie du travail, domaine qui a accompagné la reconstruction de la sociologie française depuis les années 40-50.

Mais la ville, objet de transformations rapides et importantes et encore peu étudiée par les sociologues français, va constituer un domaine de recherche, initié par Henri Lefebvre et devenir très actif dans les années 60 et 70, concurrençant la sociologie du travail.

Avec R. Ledrut, la ville devient un objet d'étude sociologique central à Toulouse. Il introduit un domaine de recherche neuf, la recherche urbaine, qui associe sociologues et géographes, institutionnalisée par la structure de recherche du CIEU (le Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines), créé en 1966, et visibilisée par la revue *Espaces et Sociétés*, dont il est co-fondateur avec Henri Lefebvre en 1970, puis le directeur jusqu'à son décès en 1987.

La recherche urbaine toulousaine est donc en quelque sorte bi-disciplinaire (le mot n'étant pas encore à la mode) relevant de la sociologie urbaine et de la géographie humaine.

Aujourd'hui, la sociologie urbaine est moins présente à Toulouse, mais suit en cela le mouvement national. Rivale en quelque sorte de la sociologie du travail, qui a toujours occupé une place importante à Toulouse avec notamment Yvette Lucas, elle lui a finalement cédé la place dans les années 80.

Le CIEU, laboratoire à l'origine bi-disciplinaire, socio-géographique, s'est progressivement recentré sur la géographie, mais existe toujours (aujourd'hui dans la structure du LISST) – et sous le même intitulé – et a maintenu des liens de recherche avec les sociologues.

La sociologie urbaine dont la naissance et le développement à Toulouse se sont faits étroitement avec la géographie constitue bien ainsi une identité propre de la sociologie toulousaine des années 60 et 70.

On a évoqué le rôle de R. Ledrut dans les orientations des liens disciplinaires de la sociologie et des thématiques de recherche. Nous allons maintenant voir plus précisément son parcours pour essayer de définir la notion de « patron » en sociologie.

4. Raymond Ledrut, patron de la sociologie toulousaine

Nous avons vu que la sociologie toulousaine était assurée depuis les années 50 par deux enseignants : Raymond Ledrut et Paul de Gaudemar qui étaient de même génération et de même formation, la philosophie, mais qui ne s'entendaient pas.

Après sa thèse en 1966, R. Ledrut intègre l'Université d'abord comme maître de conférences, puis comme professeur de sociologie en 1968.

⁴ En 1982, sous la direction de Jean-Michel Berthelot, il change de sigle devenant le CeRS. En 1987, transformé en équipe d'accueil de l'Université, il prend le nom de Centre d'Études et de Recherches Sociologiques (Archives du laboratoire), puis Centre d'Études et des Rationalités Sociologiques. Il devient à nouveau associé au CNRS en 19 sous la direction de Michel Grossetti, avant de rejoindre la structure du LISST en .

Paul de Gaudemar, qui n'a jamais passé de thèse et envisageait difficilement d'être sous la tutelle de R. Ledrut, quitte Toulouse à la fin de l'année 1968 pour la nouvelle Université expérimentale de Vincennes, créée à la suite des événements de Mai⁵.

Avec le départ de Paul de Gaudemar, Raymond Ledrut devient la figure centrale et unique de la sociologie toulousaine.

Directeur du département, directeur du Centre de Recherches Sociologiques, il bénéficie par ailleurs d'une stature internationale avec ses fonctions au sein de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) : membre du bureau de 1971 à 1975, vice-président de 1975 à 1978, puis président de l'AISLF de 1978 à 1982.

Raymond Ledrut est le « patron » incontesté de la sociologie toulousaine.

Cela signifie une concentration des fonctions dans les mains d'un seul, des prérogatives rarement discutées, mais surtout une mainmise sur les recrutements et les carrières d'enseignants et de chercheurs.

A partir de 1968 et jusqu'au début des années 1980, Raymond Ledrut choisit ainsi parmi ses étudiants les futurs enseignants de la sociologie, mais aussi les futurs techniciens ou ingénieurs d'études au CNRS pour le Centre de Recherches Sociologiques.

A cette époque, les commissions de spécialistes⁶ chargées de sélectionner les enseignants étaient inexistantes – elles ne seront instituées qu'en 1988⁷ – et le recrutement se déroulait de façon très informelle dans son bureau ou à son domicile : « *J'ai signé mon contrat en buvant l'apéritif chez lui* » nous raconta un ancien enseignant. Parfois, se joignait un autre « patron » – généralement Bernard Kayser – et c'était l'occasion d'une discussion autour des travaux du nouveau récipiendaire.

Raymond Ledrut « faisait » donc ainsi les carrières des enseignants et des chercheurs toulousains des années 1970 et du début des années 1980.⁸

L'institution universitaire de l'époque favorisait la concentration des responsabilités et des prérogatives dans les mains d'une seule personne. C'était ce que, dans le mouvement de Mai 68, enseignants et étudiants dénoncèrent sous le terme de « mandarinat ». Et si, après 68, il n'était guère possible aux « patrons » d'exercer ces prérogatives de manière analogue, c'est-à-dire de manière autocratique, sans soulever une forte résistance ou contestation, ils les exercèrent néanmoins encore sans partage.

C'était le cas de Raymond Ledrut : il exerçait ses fonctions et prérogatives entièrement, sans partage – et cela jusqu'en 1982 où il prit sa retraite.

C'est dans ce contexte que s'opéra le recrutement à Toulouse de Jean-Michel Berthelot, agrégé de philosophie – critère indispensable –, et qui succédera plus tard à Raymond Ledrut.

Car comme tout « patron », R. Ledrut se préoccupait de sa succession au département et au laboratoire de sociologie. Militant au PSU (Parti socialiste unifié), il était surtout soucieux de ne pas les confier à un membre du parti communiste, telle Yvette Lucas, légitime sur le plan académique à lui succéder.

Mais J-M. Berthelot avait eu du mal à conquérir auprès des enseignants, chercheurs et techniciens une légitimité qu'ils accordaient plus volontiers à Raymond Ledrut, fondateur et pilier du département de la sociologie, mais qu'ils n'étaient pas disposés à lui donner. « *Personne n'avait pas le droit de*

⁵ D'abord centre universitaire, cette université expérimentale, créée à l'automne 68 par le nouveau ministre de l'Éducation Nationale Edgar Faure pour répondre aux conséquences des événements de Mai 68, était dotée d'un statut dérogatoire qui lui permettait d'autogérer son découpage disciplinaire. Cette université ouverte aux non bacheliers, aux salariés et aux étrangers, a attiré de grands noms parmi lesquels Michel Foucault, Michel Serres et Gilles Deleuze, avant d'être transférée en 1980 à Saint-Denis.

⁶ Devenues depuis des comités de sélection avec la loi LRU de 2007.

⁷ « Des commissions de spécialistes sont instituées dans les universités et autres établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ainsi que dans les établissements publics d'enseignement relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, dont la liste est fixée par arrêté. » Article 1 du Décret n° 88-146 du 15 février 1988.

⁸ Signalons qu'à partir de 1977, il y eut l'intégration des « hors-statuts » comme ingénieurs d'études au CNRS, mesure nationale qui n'obtint pas l'agrément de Raymond Ledrut.

remplacer Ledrut. Aussi brillant soit-il, nous, on ne le concevait pas. On vouait à Ledrut une telle admiration, c'était un intellectuel comme on ne ferait plus jamais. Donc il n'avait pas le droit de prendre sa place ! » analyse a posteriori l'une de ses anciennes collègues.

Cette succession était d'autant plus difficile que R. Ledrut resta encore quelques années dans le département, partageant de surcroît avec J-M Berthelot le bureau de direction⁹ et entretenant de fait avec ambiguïté son ancien rôle de directeur et de « patron », jusqu'à son décès en 1987.

Le département qui avait pris le titre, à partir de 1968, d'« Institut de Sciences Sociales » ajouta le nom de Raymond Ledrut sur la suggestion de Jean-Michel Berthelot, devenant « Institut de Sciences Sociales Raymond Ledrut » – hommage qui lui confère définitivement le statut de « patron » de la sociologie toulousaine.

5. L'internationalisation de la sociologie toulousaine

L'internationalisation de la sociologie est un autre processus qui accompagne le développement de la sociologie des années 50-60, avec la création notamment de l' AISLF en 1958 par G. Gurvitch.

Toulouse cependant attendra les années 70-80 pour entamer ce processus, et toujours par l'intermédiaire de R. Ledrut.

Ce dernier participe certes au Congrès de l' AIS en 1970 à Varna (Bulgarie), mais ce sera surtout au sein de l' AISLF que s'opère le processus d'internationalisation de la sociologie toulousaine.

Entré comme membre du bureau de l' AISLF en 1971 – Toulouse devenant ainsi la 1^{ère} ville provinciale représentée dans une structure internationale –, R. Ledrut est élu vice-président lors du congrès de Menton (France) en 1975.

En 1978, Toulouse accueille le X^{ème} Congrès de l' AISLF¹⁰ qui consacra R. Ledrut à la présidence de l'association jusqu'en 1982.

Grâce à l'appui de R. Ledrut, le secrétariat de l' AISLF s'installe à Toulouse en 1978 avec d'abord Christiane Rondy (1978-2000), puis Odile Saint-Raymond (depuis 2000).

La visibilité scientifique de la sociologie toulousaine s'accélère au cours des années 80 et devient plus internationale grâce à J-M. Berthelot, parrainé par R. Ledrut à l' AISLF en 1978, devenu membre du bureau en 1982, puis secrétaire général de 1992 à 2000.

Cette période voit naître des congrès plus ambitieux en termes de participations et une présence plus importante de la sociologie toulousaine dans les différents groupes et comités de recherche qui se sont développés au sein de l' AISLF : aujourd'hui près de 8 PR sur 10 sont membres de l' AISLF mais seulement 1/2 chez les MCF, soit un total de 60% des enseignants titulaires.

Néanmoins, ce processus d'internationalisation est loin d'être achevé. En effet, la sociologie toulousaine est quasi absente de l'Association européenne de sociologie (ESA) dont le secrétariat est à Paris et de l'Association internationale de sociologie (AIS) : 1 seul sociologue toulousain figure aujourd'hui parmi les membres de l' AIS.

6. Pour conclure : La fin des « patrons » ?

Les frontières de la sociologie – qu'elles soient disciplinaires, nationales ou régionales – sont bien travaillées par deux mouvements – l'autonomisation et l'internationalisation.

⁹ Quand, quelques mois plus tard, les dossiers et documents de Raymond Ledrut, accumulés depuis des années dans ce bureau qualifié par tous de capharnaüm, furent expédiés chez lui par voie postale afin de libérer un peu de place pour son successeur, ses collègues – prompts à défendre le « patron » Ledrut – eurent tôt fait de considérer que J-M. Berthelot l'avait « mis à la porte ».

¹⁰ Il s'agit du X^e Congrès de l' AISLF qui avait pour thème « Mouvements régionaux, minorités ethnoculturelles, nations ».

Si le processus d'internationalisation a été plus tardif et plus modéré, et reste à poursuivre, le processus d'autonomisation est aujourd'hui remis en cause par un mouvement inverse avec des échanges et des formations pluri et interdisciplinaires et un risque de dilution de la sociologie dans une reconfiguration plus large des sciences humaines et sociales.

Néanmoins, ces 2 mouvements sont indubitablement dus au rôle prépondérant du « patron » local, Raymond Ledrut.

C'est en effet le « patron », le chef de la discipline, qui permet de donner ces caractéristiques locales – comme ce lien privilégié avec la géographie – qui accompagnent le développement de la sociologie durant les années 60-80 dans ses deux mouvements d'autonomisation et d'internationalisation. Aujourd'hui, cette dimension locale de la sociologie est beaucoup moins forte.

La figure de « patron » est inhérente à la fondation de la sociologie et à son implantation universitaire : fondateur et/ou directeur d'un département de sociologie ou d'un laboratoire de recherches, formateur, recruteur et « faiseur » de carrières des sociologues futurs... Elle constitue dans le système universitaire une caractéristique historique de la construction de la sociologie française.

Mais un autre aspect de la figure de « patron », peut-être moins systématique mais qui mérite d'être présenté, est l'engagement politique. En effet, chez les refondateurs de l'après-guerre, l'engagement politique était fréquent et les entourait d'une certaine sacralité.

L'histoire tragique de la seconde guerre mondiale avec les réseaux de la Résistance et les réseaux communistes a certainement conduit à construire fortement cette image pour la sociologie française. Aussi jusque dans les années 60-70, un « patron » était bien souvent un militant ou quelqu'un d'engagé politiquement, un ancien résistant ou un militant communiste ou trotskiste ou anarchiste...

Et pour les générations qui n'ont pas connu la 2nde guerre mondiale, la guerre d'Algérie et surtout Mai 1968 ont été les événements historiques qui ont conduit les sociologues à s'engager politiquement.

C'est le cas de R. Ledrut. Prisonnier de guerre, puis évadé, on ne lui connaît pas un passé résistant, à la différence de Bernard Kayser maquisard, puis élu communiste local à la Libération. Mais R. Ledrut a été militant engagé au sein du PSU – parti né de l'opposition à la guerre d'Algérie et qui comptait parmi ses membres le trotskiste Pierre Naville.¹¹ Ainsi, R. Ledrut donnait régulièrement des conférences publiques et politiques conjuguant ses connaissances sociologiques et son engagement politique au PSU.

L'engagement politique des sociologues et donc des « patrons » est aussi lié à l'époque très politisée durant ces années 1960-1980 : « *Il y avait toujours une pétition à signer* » nous expliquent plusieurs collègues. Et en effet, se côtoyaient dans le microcosme du département des enseignants et chercheurs aux appartenances politiques de gauche, mais recouvrant de puissants clivages : communistes, socialistes, trotskystes, situationnistes...

Aujourd'hui, l'engagement politique ne constitue plus sûrement un critère pour accéder au statut de « patron » en sociologie.

Le titre même de « patron » – signe sans doute de l'évolution de notre discipline en France, de sa maturité au sens de T. Kuhn – n'est plus aussi fréquemment appliqué.

La notoriété comme les fonctions et responsabilités doivent être davantage partagés. Il est ainsi assez rare qu'une même personne occupe les fonctions de directeur du département et de directeur de laboratoire ou qu'elle occupe l'une de ces deux fonctions pendant de longues années. Par ailleurs, la concentration des fonctions et pouvoirs, moins bien acceptée aujourd'hui, devient moins aisée avec la multiplication d'instances, mais aussi moins rentable sur le plan de la carrière.

On pourrait croire à la fin des « patrons » dans notre discipline avec l'augmentation des postes universitaires, avec la multiplication des HDR, avec un système de recrutement plus contrôlé et dit plus ouvert. Les « patrons » auraient-ils pour autant vraiment disparu ?

¹¹ C'est le cas aussi de J-M. Berthelot, ancien militant au sein de l'Union des Jeunes Communistes Marxistes Léninistes (l'UJCLM), mouvement maoïste fondé en 1966, et actif dans le mouvement de Mai 68.